

Les pétromonarchies du Golfe et la guerre du Chatt el-Arab

Salame

Citer ce document / Cite this document :

Salame. Les pétromonarchies du Golfe et la guerre du Chatt el-Arab. In: Politique étrangère, n°2 - 1987 - 52^eannée. pp. 367-380;

doi : 10.3406/polit.1987.3671

http://www.persee.fr/doc/polit_0032-342x_1987_num_52_2_3671

Document généré le 09/06/2016

Résumé

Le regroupement des six pays du Golfe depuis 1981, dans ce que l'on appelle aujourd'hui le Conseil de coopération du Golfe, est une réaction au déclenchement de la guerre Iran-Irak et aux visées hégémoniques des deux belligérants qui se disputent le rôle du « gendarme » de la région. Le CCG, système sous-régional, permettra aux six pays de se dégager de la tutelle de leurs voisins, de mettre en place une coopération politico-économique et surtout de coordonner leur défense commune. Leur attitude face à la guerre a connu trois phases. La première (1980-1982) consistait en un soutien seulement financier à l'Irak. La deuxième phase (à partir de 1982), qui correspond au repli irakien aux frontières internationales, est marquée par la politique de fidélité à l'Irak et aussi par l'établissement des relations cordiales avec l'Iran. La troisième phase se caractérise par la continuité au soutien irakien et aussi par l'inquiétude devant les avancées militaires iraniennes. Les pays du CCG, dont les pétroliers ne sont plus épargnés, verraient d'un bon œil l'aide des superpuissances. L'attitude des pays du CCG dans l'avenir — comme auparavant — dépendra des rapports de force entre les deux belligérants. La menace idéologique de la révolution iranienne n'est plus à l'ordre du jour.

Abstract

The « Petro-Monarchies » of the Gulf and the Chatt el-Arab War, by Ghassan Salamé

The coming together of six Gulf countries, since 1981, in what is called today the Gulf Cooperation Council, is a reaction to the start of the Iran-Iraq war and to the hegemonie goals of the two regimes who are competing for the role of « policeman » of the region. The GCC, a sub-region System, will enable the six countries to release themselves from their neighbour's tutelage, to set up a political and economic cooperation, and above all to coordinate a common defense. There has been three phases in their attitude towards the war. The first (1980-1982) consisted of financial help to Iraq. The second phase (since 1982) corresponds to Iraq's withdrawal on international boundaries. It is marked by political fidelity to Iraq and by the establishment of cordial relations with Iran. The third phase is characterized by a continuous support to Iraq and by concern over Iranian military advances. GCC countries' oil tankers are not spared ; they would favourably consider the aid of superpowers. In the future, the attitude of GCC countries will still depend upon the balance of power between the two belligerents. The Iranian revolution's ideological threat is no longer on today's agenda.

Ghassan SALAMÉ *

Les pétromonarchies du Golfe et la guerre du Chatt el-Arab

Que peuvent les monarchies arabes du Golfe face à la guerre dévastatrice qui a éclaté dans leur voisinage immédiat, dont la fureur est audible des balcons de Koweït et qui frappe un navire pétrolier redescendant le Golfe tous les trois jours en moyenne ? Un observateur averti a récemment offert une réponse en trois mots : « *Pay and pray* ». Les six pays regroupés depuis 1981 au sein d'un « Conseil de coopération du Golfe » devraient, en d'autres termes, payer l'énorme effort de guerre irakien visant à arrêter l'ardente poussée des pasdarans de l'ayatollah Khomeiny vers l'Ouest. Ils devraient aussi prier pour que cet effort réussisse. La réponse est, bien entendu, trop simpliste pour être convaincante. Elle dévoile toutefois les sentiments de crainte et d'impuissance qui dominent ces pays face à ce conflit acharné de deux titans sûrs de leur droit.

Telle n'a pas toujours été l'ambiance dominante. Lorsqu'en septembre 1980, l'armée irakienne a enclenché son lourd mouvement vers le port de Khorramshar, les pays conservateurs du CCG avaient pu y voir, aussi, une occasion en or pour régler quelques-uns de leurs vieux problèmes. C'est pourquoi, pour saisir leur attitude réelle face à ce conflit, il serait utile de rappeler comment ils ont longtemps perçu leur situation au sein du sous-système régional du Golfe qui regroupe trois « grands » ou supposés tels (l'Iran, l'Irak, l'Arabie Saoudite) et une kyrielle d'émirats dont les hasards de l'histoire et les manœuvres du *Colonial Office* ont progressivement réduit le nombre à cinq entités dites « Etats » (Koweït, Bahrein, Qatar, Oman et les Emirats arabes unis-EAU).

La donnée de base est, bien sûr, le déséquilibre profond dans les capacités militaires et démographiques des trois « grands », et qui a été historiquement favorable à l'Iran. L'Iran est, en effet, un pays de 42 millions d'habitants, marqué par un profond attachement à l'Etat-

* Professeur à l'Université américaine et à l'Université Saint-Joseph de Beyrouth (Liban)

nation, par des souvenirs vivaces de puissance impériale et par une spécificité religieuse opposée avec succès aux sunnites dominants dans l'Islam et, pendant quatre siècles, à l'Empire ottoman. Il est établi en Iran, que le pays doit toujours se renforcer, sinon il pourrait être dépecé ou au moins satellisé. D'où un nationalisme farouche, qui a su tirer un avantage précieux du voisinage russe (ultérieurement soviétique) en vue de susciter le soutien complaisant des pays occidentaux. Les revenus pétroliers ont nourri ce nationalisme et ont donné à l'Iran les moyens de devenir « la superpuissance » militaire du Golfe.

C'est pourquoi la révolution iranienne, en occupant un voisin puissant à ses propres affaires, a suscité, dans les pays du CCG, des sentiments complexes où perçait une note de satisfaction. Le Shah, dans la décennie qui a précédé sa chute, avait effectivement été trop loin dans l'affirmation de son rôle comme « gardien du Golfe ». Cette prétention semblait trouver des échos favorables à Washington où l'on n'hésitait pas à surarmer l'Iran avec la bénédiction d'Israël. En 1977, la sous-commission pour l'Energie du Sénat publiait un rapport, préfacé par le sénateur Jackson (*Access to Oil*), où la possibilité de confier à l'armée du Shah le soin de protéger les puits de pétrole saoudiens était bel et bien envisagée. A cela, s'ajoutaient des achats d'armes qui commençaient à inclure des pièces comme des navires de débarquement, des hélicoptères d'attaque et des chars amphibies. En 1971, le Shah s'était approprié par la force trois îlots appartenant aux EAU. Son armée avait participé à la guerre contre les rebelles Dhofaris à Oman. Il parlait souvent de son rôle éventuel dans l'élimination de « la poche soviétique » au Yémen du Sud, et se chargeait même de rétablir l'ordre occidental dans la Corne de l'Afrique. Son armée, pendant ce temps, exerçait une pression constante sur l'Irak voisin. Et si l'Iran s'était résigné à accepter l'indépendance de Bahrein, il n'envisageait pas moins de transformer les roitelets impuissants d'à côté en vassaux.

La chute d'un monarque pro-occidental ne pouvait certes pas ne pas jeter le trouble dans l'esprit d'autres monarques, également pro-occidentaux, et qui paraissaient de prime abord bien plus vulnérables que le successeur de Cyrus. Le trouble était aggravé par le mélange d'hésitation et d'irresponsabilité avec lequel l'Administration Carter avait traité l'affaire. Mais le départ du Shah a semblé aussi libérer la région du poids de moins en moins supportable d'un dirigeant quelque peu enclin à la mégalomanie musclée, ou perçue comme telle. Son départ ne mettait certes pas un terme à une tendance iranienne trop ancrée dans l'histoire et qui vise à « persister » entièrement un Golfe pourtant à moitié arabe ; il accordait au moins un répit de quelques années à des voisins qui ne pouvaient plus cacher leur irritation.

L'Irak avait certes souffert, lui aussi, de cet expansionnisme iranien, naturellement dirigé vers l'Ouest. L'Irak a été la province frontière que les Iraniens safavides ont plus d'une fois essayé d'arracher à l'Empire ottoman. Et lorsque l'Etat irakien actuel est créé en 1921, l'Iran mettra près de dix ans pour le reconnaître. Plusieurs guerres opposeront les deux voisins et l'Iran soutiendra la rébellion kurde du mollah Mustapha El Barzani contre le gouvernement de Bagdad. Les accords d'Alger (1975) gèlent certes le conflit mais le prix payé était lourd : une suzeraineté conjointe irako-iranienne sur le Shatt el-Arab, suivant la ligne du thalweg, contre la cessation de l'aide iranienne à la rébellion kurde.

L'Iran du Shah avait été, aussi, un contrepoids à l'ardeur nationaliste arabe, moderniste, laïcisante et socialisante qui a dominé l'Irak républicain depuis la chute du régime monarchique en 1958. La puissance iranienne agaçait certes, mais elle était restée extérieure. L'influence irakienne paraissait, elle, plus insidieuse, parce que les dirigeants de Bagdad se posaient en modèles et encourageait ouvertement les opposants de tous bords aux régimes en place. La radio irakienne prêtait à ces derniers des heures d'émission et les imprimeries de Bagdad étaient ouvertes aux éditeurs de *Sawt at-Tali'a*, un trimestriel vigoureusement opposé aux régimes de la péninsule. Il était donc à craindre que le départ du Shah ne conduise à une intensification des efforts irakiens. Certains ont même pu craindre qu'Iran et Irak, devenus également républicains et non alignés, ne s'entendent, d'une manière ou d'une autre, contre les régimes du CCG et leurs protecteurs américains.

Le déclenchement de la guerre, en dépit des menaces qu'il sous-tendait, permettait donc de détourner l'ardeur des dirigeants irakiens vers des tâches moins menaçantes. Toute entente irako-iranienne devenait impossible et l'Irak se devait à présent de solliciter l'appui de ses voisins arabes. Même ceux que la guerre effrayait ne pouvaient s'empêcher de remarquer qu'elle avait, au moins, émoussé l'activisme républicain de l'Irak et amené ses dirigeants à des positions plus conciliantes.

Dans le CCG enfin, la guerre éclatait alors qu'un nouveau choc pétrolier, financièrement plus prometteur que celui de 1973, était en cours. Les « petits » exhibaient à présent plus de confiance en eux-mêmes. Koweït était indépendant depuis vingt ans, alors que Qatar, Bahrein et les Emirats avaient eu dix ans pour consolider leur existence « souveraine ». Ces pays étaient maintenant dotés de tous les symboles qui sont d'ordinaire attachés à cet état : un drapeau, un hymne national, une université, quelque fort délabré transformé en musée, et parfois même un Parlement. Les problèmes de frontière, toujours épineux, devenaient moins pressants à résoudre, étaient même parfois résolus. Les grandes puissances ouvraient des ambas-

sades et les présidents américains déclaraient que la stabilité de ces régimes (et partant la survie de ces États) était « *un intérêt vital pour les États-Unis* ». D'où une certaine sérénité, à peine cachée.

Ce sentiment était renforcé par la nouvelle politique saoudienne. L'Arabie wahabite avait été, pendant deux siècles, la menace la plus immédiate sur ces « petits ». Elle avait réussi à absorber des dizaines d'émirats similaires (celui des Bani Khalid au Hassa par exemple, ou le royaume des Rashid à Ha'il, si cher à l'orientaliste Robert Montagne), voire des royaumes entiers, comme celui du Hijaz. Koweït avait été menacé, Qatar aussi, et Abou Dhabi. Mais l'Arabie est entrée, pétrole aidant, dans une phase « managérielle » qui ne pouvait guère s'accommoder d'une remise en cause du *statu quo* territorial. Le problème le plus épineux (avec Abou Dhabi) avait été réglé en 1974 et Riyad a choisi d'applaudir l'indépendance de ces émirats plutôt que de susciter les appétits bien connus de pays plus puissants : l'Irak sur Koweït, l'Iran sur Bahrein.

C'est cette distance relativement sereine par rapport à la guerre et aux deux belligérants également (et contradictoirement) révolutionnaires, qui permettra l'éclosion du CCG, un conseil sous-régional regroupant l'Arabie Saoudite et ses petits voisins autour d'un projet de coopération économique, de défense commune et de coordination politique. Cette tendance au regroupement était certes normale et on en avait déjà vu plus d'un précédent : dans le regroupement de sept émirats rivaux en une fédération en 1971 (les EAU), dans l'aide généreuse offerte par Koweït à ses voisins plus démunis ou moins développés, ou dans les tentatives saoudiennes d'organiser autour de Riyad ce que l'analyse systémique des relations internationales appelle « un sous-système régional hiérarchique », c'est-à-dire dominé par un acteur et suscité par lui. Le regroupement était logique au vu des similarités politiques, sociales, économiques évidentes, et des menaces quasi identiques qui pèsent sur ces pays. *Last but not least*, le regroupement était intensément souhaité à Washington.

Mais, sans la guerre, tout cela aurait sans doute été insuffisant pour permettre au Conseil de naître. Car l'Iran et l'Irak, pour des raisons parallèles, les en auraient empêchés. L'Iran avait essayé, à plusieurs reprises, d'amener les dirigeants du Golfe à établir un lien institutionnel de coopération qui aurait en quelque sorte « légalisé » sa tendance interventionniste. L'Irak, lui, favorisait la création d'une association des sept souverains arabes du Golfe qui se serait opposée aux visées iraniennes tout en favorisant l'Irak. La formation du CCG cachait à peine une volonté d'exclure les deux belligérants et de profiter d'une occasion inespérée pour le faire.

Le Conseil naissait donc, grâce à la guerre, et en réaction à son déclenchement. Il regroupait six pays riches, peu peuplés, de structure tribale, et d'orientation pro-occidentale ; des pays relativement

libérés de la tutelle pesante de leurs voisins moins nantis : de l'Égypte isolée par les accords de Camp David, de la Syrie embourbée au Liban, et surtout des deux belligérants du Chatt el-Arab. Les deux Yémens s'étaient également neutralisés à travers une guerre fratricide qui atteignait en 1980-1981 son apogée. Bref un moment miraculeux, embelli par les revenus gigantesques du deuxième choc pétrolier, une occasion que les dirigeants du Golfe ont su saisir et mettre à profit.

Quelle voie suivre ?

Il fallait, à présent, dépasser la symbolique du regroupement pour trouver une politique à suivre. Au départ, on a beaucoup insisté sur l'intégration économique des pays du CCG. Mais, la franchise du sultan Qabous d'Oman aidant, on est passé aux domaines militaire et de sécurité. On connaît les résultats modestes, mais réels, de cet intérêt : des manœuvres militaires régulières en commun, un noyau de forces conjointes stationnées à Hafr el-Batin dans le nord-est saoudien et une coordination en matière d'achats d'armes, en vue d'une standardisation ultérieure des équipements. Le Koweït est demeuré opposé à l'accord de sécurité, signé par les cinq autres. Cet accord a permis, entre autres, de déjouer un complot pro-iranien à Bahrein, et d'étendre la zone de sécurité intérieure saoudienne au territoire de ses petits voisins, comme les événements de Bahrein, à la fin de 1981, vont vite l'illustrer.

Mais les forces propres des pays du CCG, en dépit de dépenses colossales et de l'arrivée des Awacs, ne peuvent certes pas offrir une protection réelle à ces pays. Il fallait aussi développer une politique qui leur éviterait de glisser dans une confrontation militaire dont ils ne pouvaient que sortir perdants s'ils étaient laissés à eux-mêmes. Koweït a certes renforcé sa protection et la chasse saoudienne a eu l'occasion, en 1984, d'abattre un avion iranien. Les dirigeants koweïtiens ont également montré une certaine rigueur quand un de leurs avions a été détourné vers l'Iran ou quand ils ont eu à juger des personnes pro-iranniennes accusées d'actes de violence sur le territoire de l'émirat, dont une tentative d'assassinat de l'Emir lui-même.

Il fallait que ces cas demeurent exceptionnels et, pour ce faire, les dirigeants du Golfe, généralement soutenus par leur opinion publique, sont passés par trois phases différentes. Dans un premier moment (1980-1982), alors que l'Irak avait l'avantage sur le terrain, les pays du Golfe ont choisi de soutenir financièrement Bagdad, tout en marquant une certaine distance politique à son égard. Nombreux étaient alors ceux qui critiquaient l'Irak pour ce qui était perçu comme une réaction démesurée aux provocations iraniennes. Dans le monde arabe (et dans le Golfe, où l'opinion publique demeure très influencée par ce qui se dit et se pense à Beyrouth, à Damas ou au

Caire), il se trouvait des gens pour reprocher à l'Irak d'avoir, en quelque sorte, dilapidé le soutien de l'Iran révolutionnaire à la cause arabe. Les ambitions personnelles du président irakien étaient critiquées comme étant à l'origine de son engagement. Qui plus est, on percevait bien qu'à l'exception de la Jordanie, les appels irakiens à l'aide avaient suscité des échos modestes. Damas adoptait le point de vue de Téhéran, Alger se posait en médiateur, l'OLP paraissait divisée. Il était donc aisé, pour les dirigeants du Golfe, de se contenter d'offrir un soutien financier et de favoriser les différentes médiations, en particulier celle de l'organisation de la conférence islamique.

Mais, à la suite des contre-offensives iraniennes du printemps 1982, la situation changeait radicalement et une deuxième phase commençait. L'Irak a *grosso modo* retiré ses troupes à la frontière internationale et appelé à une solution négociée, pendant qu'à Téhéran on ne cessait de multiplier les conditions (évacuation de Saddam, dommages de guerre, condamnation préalable de l'Irak) tout en parlant d'établir un régime islamique à Bagdad. L'influence iranienne s'étendait à présent au Liban, par Hezbollah interposé, et le ministre iranien entendait à présent dicter sa politique à l'OPEP. De victime plus ou moins coupable, de l'objet d'une réaction irakienne irréfléchie, l'Iran redevenait une espèce de superpuissance régionale, quelque peu arrogante et, de surcroît, révolutionnaire. Les incidents de La Mecque, répétés chaque année, visaient à faire la propagande du régime au moment du pèlerinage. Les attaques verbales contre les régimes de la péninsule s'exacerbaient dans les prêches du vendredi ou à travers la radio iranienne en arabe et des publications en arabe imprimées à Téhéran comme *Ash-Shaheed* ou *al-'Amal al-Islami*.

Cette agressivité iranienne aurait pu pousser les dirigeants du Golfe à s'aligner plus clairement encore sur l'Irak. Bagdad les y invitait et l'opinion publique arabe (y compris celle du Golfe) aussi. Cette opinion, au départ largement favorable à la révolution iranienne, a progressivement été déçue par l'intransigeance de Téhéran à l'égard de l'Irak, les purges intérieures du régime qui affectaient son image démocratique et, surtout, par la tournure résolument chiite prise par le régime. La majorité écrasante de sunnites dans le monde arabe refusait des concepts comme *wilayat al-faqih* (gouvernement du Savant). Qui plus est, les nouvelles récurrentes de ventes d'armes israéliennes à l'Iran (corroborées par Bani Sadr et par Ariel Sharon dès 1982) et l'alignement net d'Israël sur l'Iran, illustré par l'attaque israélienne contre le centre nucléaire de Tammouz dans la banlieue de la capitale irakienne, étaient autant de facteurs qui, s'ils ne poussaient pas les Arabes à s'aligner sur Bagdad, rendaient bien difficile un soutien arabe à l'Iran, position choisie par Damas, et de plus en plus solitaire. Le nationalisme arabe, dormant depuis la défaite de 1967, se réveillait à l'idée de voir la terre arabe envahie

par une armée persane. Notoire à cet effet est l'attitude des groupes islamistes sunnites dans le monde arabe à l'égard de l'Iran, une attitude réservée et même, quelquefois, hostile.

Les provocations iraniennes, les pressions irakiennes et le changement progressif dans l'opinion publique n'auront pas d'effet considérable sur la politique suivie par les dirigeants du CCG. La « réémergence » de la puissance iranienne les poussait en fait à maintenir leur réserve, voire à opérer des ouvertures timides en direction de l'Iran. Certes, nul n'ira jusqu'à opérer un véritable rééquilibrage au profit de Téhéran, mais des failles ont commencé à apparaître. Les ministres iraniens étaient bien plus souvent reçus à Riyad ou à Abou Dhabi ; le commerce avec l'Iran faisait les beaux jours des négociants de Dubaï. Les communiqués officiels (comme celui du sommet de Mascate en novembre 1985) traduisaient un appel à « la souplesse » des deux belligérants, appel qui irritait les dirigeants irakiens qui jugeaient avoir été déjà trop loin dans cette voie. Qui plus est, le déclin des prix pétroliers commençait à heurter des pays fortement engagés aux côtés de l'Irak et qui lui avaient déjà transmis, d'une manière ou d'une autre, quelque 50 milliards de dollars. Il fallait coopérer pour mettre fin à une guerre devenue trop coûteuse. Il fallait aussi amener l'Iran à coopérer avec les autres membres de l'OPEP pour rétablir des prix plus fermes de l'or noir, quitte à pénaliser l'Irak, après lui avoir permis de construire un pipeline vers la mer Rouge, à travers le territoire saoudien.

Autant de raisons pour « comprendre » l'Iran, traiter avec lui, l'amener à raison. Les pays du CCG devaient d'ailleurs noter que le zèle révolutionnaire des premiers mois s'était quelque peu émoussé. L'Iran avait généralement concentré ses efforts sur l'Irak : en Afghanistan, au Pakistan et dans le Golfe, Téhéran a été bien plus prudent que certains ne l'avaient craint. Tout cela a peut-être encouragé certains dirigeants du Golfe à être sensibles aux sirènes iraniennes et peut-être même à envisager un remplacement de Saddam Hussein ou une condamnation de l'Irak comme agresseur en vue de mettre un terme au conflit. Il se peut que des paiements aient été faits à l'Iran ou même que du pétrole raffiné lui ait été offert après la destruction des raffineries de Kharg par l'aviation irakienne.

Puis le scandale de l'« Iran-contras » éclatait, traduisant une ambiguïté renforcée. Le rôle joué dans le financement de l'affaire par un citoyen saoudien (Adnan Khashoggi) était assez embarrassant pour les autorités de son pays, au vu surtout du dévoilement de ses relations intimes avec de nombreux dirigeants israéliens. Mais, au-delà de ce cas somme toute isolable, le rapport de la commission Tower dévoilait, entre autres choses, que le colonel North avait promis aux Iraniens d'amener les dirigeants du Golfe à soutenir un remplacement de Saddam Hussein, qu'il avait suggéré de pousser les

Koweïtiens à libérer les prisonniers pro-iraniens jugés coupables dans plusieurs opérations terroristes menées à Koweït, alors que la vente d'armes même renforçait l'Iran sur le terrain et politiquement dans la région. Le rapport (p. 370 de l'édition Times Books) indique aussi que l'Iran a trouvé des oreilles américaines complaisantes lorsqu'il s'est présenté, à nouveau comme sous le Shah, comme le défenseur des petits pays du Golfe contre la « menace soviétique ». La presse américaine a rapporté d'autres détails (généralement de source israélienne) que l'on pouvait utiliser comme preuve d'une politique bien moins pro-irakienne que les monarques du Golfe ne voulaient l'admettre.

Mais il ne faut pas exagérer ces éléments, trop longuement utilisés par Israël pour démontrer qu'il n'était pas seul à contrevenir à la politique occidentale proclamée de neutralité dans le conflit et de lutte contre le terrorisme. Les dirigeants du Golfe (notamment les Koweïtiens) sont *grosso modo* restés fidèles à l'Irak, même quand ils faisaient des ouvertures vers Téhéran. Car il s'agissait, pour eux, de tenir compte de l'évolution sensible du rapport des forces au profit de l'Iran. Ils n'étaient pas devenus équidistants par rapport aux deux belligérants. Ils continuaient en fait à soutenir Bagdad mais en se préparant aussi à l'éventualité d'une percée iranienne substantielle.

La prise de Fao et l'échec irakien à Mehran rendaient ces craintes autrement aiguës. A cela il faut ajouter des attaques devenues intensives contre les pétroliers du CCG, notamment ceux de Koweït. D'où une troisième phase où les dirigeants du Golfe n'hésitent plus à appeler les superpuissances à la rescousse. Les révélations du scandale de l'« Iran-contras » étaient assez troublantes et l'intransigeance iranienne bien déraisonnable. L'Algérie et la Libye n'étaient plus aussi enthousiastes pour l'Iran et le Koweït pouvait se permettre de faire tenir le sommet islamique malgré l'opposition iranienne et, qui plus est, en réussissant à convaincre le président syrien d'y participer. Un « momentum » nouveau était enclenché qui allait bientôt (mars 1987) aboutir à impliquer l'URSS et les Etats-Unis dans les efforts du CCG pour rétablir un minimum d'ordre sur les eaux du Golfe.

L'Iran n'est pas un modèle

Si cette attitude, apparemment plus musclée, paraissait possible, c'est que les dirigeants du Golfe avaient maintenant la certitude que le modèle iranien ne suscitait plus de nombreux émules. Certes, l'idée que l'Iran pourrait être un modèle pour les pétromonarchies du Golfe a traversé plus d'un esprit. Sur les deux rives du Golfe, on voyait des régimes de nature monarchique s'approprier une rente pétrolière devenue phénoménale et la dépenser d'une manière qui ne convenait pas toujours à la population : dépenses de prestige, lourds

contrats militaires, achat de loyauté, etc. Lorsque les événements de La Mecque ont éclaté en novembre 1979, suscités par un groupe d'islamistes retranchés dans la Grande Mosquée de La Mecque, nombreux étaient ceux qui avaient hâtivement conclu que des circonstances similaires conduiraient nécessairement à des effets identiques. Des deux côtés du Golfe, l'alignement sur l'Occident et la modernisation accélérée par une énorme rente de pétrodollars devaient conduire au triomphe des « fondamentalistes ».

Mais Juhayman El Utaybi n'est pas l'ayatollah Khomeiny et l'Arabie Saoudite n'est pas l'Iran. Les régimes du Golfe ont en effet compris, bien avant les observateurs occidentaux, que le modèle iranien ne trouverait pas beaucoup d'adeptes dans leur population. D'où leur évolution vers une attitude plus sereine à l'égard de l'Iran où la menace idéologique, perçue un moment comme la plus grave, laissait progressivement la place à la vieille menace d'un Iran redevenu « impérial ».

Pourquoi la menace idéologique s'est-elle vite affaiblie ? Parce qu'au départ, il y a, des deux côtés du Golfe, un rapport ressources/population très différent. Pour des exportations de pétrole trois ou quatre fois supérieures à celles de l'Iran, ces pays étaient habités par une population trois fois plus réduite. L'estimation la plus récente indique qu'il y a près de 11 millions de citoyens dans les pays du CCG, pour une superficie près de quatre fois celle de la France.

Autre différence notable : la composition de la force de travail. Alors qu'elle est nationale et organisée en Iran, elle est surtout faite, de l'autre côté du Golfe, de travailleurs immigrés que l'on n'hésite pas à renvoyer chez eux à la moindre infraction. La proportion des immigrés dans la force de travail va de 50 % à Oman, à 78 % à Koweït et à 89 % aux Emirats arabes unis. Avec la contraction économique en cours, ces immigrés savent que leur situation est devenue encore plus précaire. Leur souci de ne pas être précocement « remerciés » est tel que les régimes peuvent facilement compter sur leur passivité politique. Koweït a, par exemple, expulsé plus de 40 000 travailleurs immigrés en 1986 sans que cela conduise à des mouvements de solidarité ou à l'expression de quelque dépit que ce soit.

De plus, l'Iran est un pays largement urbanisé où les rébellions populaires dans les villes ont commencé dès le XIX^e siècle. Et si le mot monarchie (règne d'un seul) est applicable à l'Iran du Shah, il l'est beaucoup moins dans ces sociétés où l'esprit consensuel au sein de la tribu au pouvoir, et entre les tribus, continue de l'emporter sur la conscience de classe ou sur une relation gouvernant/gouverné purement verticale. Nul ne peut non plus oublier les différences notoires entre chiisme et sunnisme, surtout en ce qui concerne le

rôle joué par la hiérarchie religieuse, son autonomie ici réelle, là quasiment nulle par rapport à l'autorité politique, ni la tradition dont elle est la gardienne, de rébellion ici et là de ritualisme quiétiste.

Pour toutes ces raisons, l'écho de la révolution iranienne est demeuré modeste de l'autre côté du Golfe. Certes, des groupes chiites, surtout ceux qui sont d'origine iranienne, se sont plus ou moins identifiés à l'Iran de Khomeiny. Mais les chiites forment une minorité réduite, certainement moins de 10 % des citoyens du CCG, avec un statut majoritaire dans le seul archipel de Bahrein, un Etat minuscule de moins de 0,5 million d'habitants. Certes, des réverbérations plus positives étaient sensibles, au départ, même dans les rangs sunnites. Mais la division arabe/persan l'a assez vite emporté sur la division éventuelle chiite/sunnite. La résistance des militaires chiites engagés dans l'armée irakienne aux appels constants de Khomeiny à la révolte était un exemple vivant de la profondeur des sentiments patriotiques et nationalistes (des deux côtés du front), quel que soit le vocabulaire utilisé.

C'est l'érosion du « modèle » iranien, politique et culturel, qui a vraiment permis à tous ces pays d'envisager la guerre comme une question de politique étrangère et de moins en moins comme une menace contre les régimes en place. Les pays du Golfe n'étaient d'ailleurs pas seuls à réduire la dose d'idéologie qui brouillait l'horizon des premiers mois de la guerre. Comment expliquer sinon que la Syrie baasiste puisse offrir son soutien à un régime religieux, tout en frappant sévèrement les Frères musulmans de Hama ? Comment expliquer autrement l'intérêt grandissant de l'Iran pour une rébellion kurde (sunnite et marxisante) en Irak plutôt que pour les innombrables (et également inefficaces) groupes de chiites irakiens convertis à la cause islamiste ? Comment expliquer autrement les ventes d'armes israéliennes à un régime qui prétend vouloir libérer Jérusalem dès que sa tâche irakienne est consommée ?

Au seuil de la huitième année de guerre

Comment les monarchies du Golfe peuvent-elles voir cette guerre qui continue ? Leur réaction dépendra certes de l'évolution des combats, de la capacité de résistance irakienne, d'une percée militaire iranienne éventuelle ou d'une solution négociée, voire imposée par les grandes puissances. Il y a toutefois des effets qui ne sauraient être évités.

Le premier est *politique*. Je l'ai appelé ailleurs « le dilemme de cheikh Moubarak », l'émir de Koweït qui en 1898, a tué son frère et s'est proclamé émir. En vue de consolider son nouveau pouvoir et, surtout, de renforcer l'indépendance de l'émirat par rapport au wali ottoman de Bassorah, duquel il dépendait juridiquement, il va signer

un accord de protection avec les Britanniques dans lequel il s'engage à « *ne recevoir l'agent ou le représentant d'aucun pouvoir, d'aucun gouvernement sans l'autorisation préalable du gouvernement britannique* ». Cet accord était secret mais, une fois dévoilé, il devait nécessairement affaiblir la légitimité d'un dirigeant qui, pour s'opposer à des voisins puissants, s'est résolument placé sous le parapluie de la superpuissance mondiale du moment.

Aujourd'hui, les dirigeants conservateurs du Golfe vivent en groupe le dilemme de cheikh Moubarak. Ils ne peuvent pas faire face frontalement à leurs puissants voisins accablés par la guerre et n'ont d'autre choix que celui de marquer la plus grande distance à leur égard. Mais cet isolationnisme régional ne saurait réussir sans une profonde dépendance par rapport à quelque superpuissance capable de le garantir, de l'encourager et de dissuader les acteurs régionaux d'y porter atteinte : les Etats-Unis d'Amérique.

Mais une dépendance trop grande, trop ouverte sur l'Amérique a des effets inévitablement néfastes à l'intérieur. C'est pourquoi les pays du Golfe, à quelques nuances près, ne pourront pas accepter une satellisation pure et simple par la grande puissance qui soutient Israël. D'où des subterfuges habiles comme la décision d'Oman d'accorder des « facilités » plutôt que des « bases ». L'Arabie Saoudite ne perd pas beaucoup, en matière de légitimité, à paraître comme « la bête noire » du « lobby israélien » de Washington à chaque fois qu'un nouveau contrat d'armes est négocié. Il y a là de quoi alimenter une image de marque d'indépendance et d'arabité à laquelle les dirigeants saoudiens sont attachés.

Le correctif le plus sérieux à cette dépendance a sans doute été trouvé par les Koweïtiens : celui d'impliquer les deux Grands (ou de faire semblant), et non plus seulement l'Amérique, dans cet effort d'isolation des pays du CCG par rapport à leur environnement troublé. Il y avait là une chance pour l'URSS de marquer des points dans une zone qui lui était fermée. Plusieurs pays du Golfe ont donc ouvert des ambassades soviétiques et les délégations de Moscou dans la zone se sont multipliées. L'Arabie Saoudite n'a certes toujours pas de rapports diplomatiques avec Moscou, mais le prince Saoud El Fayçal a visité la capitale soviétique dans le cadre d'une délégation de la Ligue arabe et le ministre saoudien du pétrole l'a visitée dans le cadre de l'OPEP. Le Koweït a été un pas plus loin en louant des pétroliers soviétiques pour transporter son pétrole à travers le Golfe. L'astuce consistait à utiliser le drapeau rouge pour dissuader ceux qui n'ont pas cessé de s'attaquer au transit pétrolier (quelque dix navires attaqués tous les mois en 1986).

L'avenir dira dans quelle mesure cet ingrédient soviétique est réel ou simplement cosmétique, c'est-à-dire promis à un usage tactique de fausse fenêtre pour masquer un recours autrement substantiel à la

protection américaine. Quoi qu'il en soit, Moscou aura marqué des points précieux en se faisant accepter comme partie intéressée à la sécurité du transit pétrolier et à la stabilité de la zone du Golfe. Cela ne saurait passer inaperçu à un moment où Moscou redevient également une partie intéressée à la solution du conflit israélo-arabe, ce que Washington avait fermement essayé d'éviter à travers le processus de Camp David. Mais ces occasions soviétiques n'étaient-elles pas inévitables et l'unilatéralité de la présence américaine dans la région au cours des dix dernières années n'était-elle pas trop exceptionnelle pour s'éterniser ?

Une dernière opération, également enclenchée par les Koweïtiens, consiste à ramener d'autres acteurs régionaux dans le jeu fermé du Golfe. Au nord, l'Irak en était venu à admettre que la Turquie fasse des incursions sur son territoire pour frapper les rebelles kurdes. Koweït va s'adresser à l'Égypte, le pays arabe apparemment le mieux constitué en société civile. Le sommet islamique sera l'occasion de formaliser ce retour égyptien encouragé par les Koweïtiens et les Omanais mais qui continue de susciter la réserve des Saoudiens, qui continuent de rejeter toute influence régionale extra-péninsulaire. La guerre irako-iranienne aura ainsi eu un effet pervers mais de taille, celui d'éroder l'opposition arabe aux accords de Camp David et à l'isolation de l'Égypte qui en a été la conséquence. Il est difficile de ne pas voir avec quelle satisfaction les deux signataires de ces accords ont suivi ce conflit dès son déclenchement. Et cela alors que chacun d'entre eux prenait partie pour un belligérant différent : l'Égypte aux côtés de l'Irak, et Israël (le rapport Tower ne laissant plus aucun doute sur ce point) aux côtés de l'Iran.

Un autre effet important est de nature financière. La guerre a été longue et coûteuse. L'Irak, au départ, s'est comporté comme si de rien n'était. La guerre devait aller de pair avec un plan de développement grandiose et une consommation, publique et privée, tout enfiévrée. Bientôt, autour de 1982, il a fallu se rendre à la réalité : les restrictions, les privations, les mesures d'austérité se sont succédées en s'aggravant. Les tentatives de quantification de dépenses et des pertes occasionnées par cette guerre conduisent à des résultats assez variés. Avançons quelques chiffres, calculés à partir de plusieurs sources, bien entendu étrangères au conflit. Entre septembre 1980 et mai 1987, les dépenses militaires irakiennes se sont élevées de 50 à 55 milliards de dollars, 40 à 45 milliards pour l'Iran. Les coûts de réparation dans l'infrastructure économique pourraient s'élever à quelque 50 milliards de dollars pour l'Iran et à 35 milliards pour l'Irak au cours de la même période. Nos estimations pour le coût économique de la guerre pour ces six ans et demi évoluent autour de 180 à 200 milliards de dollars pour l'Irak et de 160 à 180 milliards pour l'Iran. Les pertes humaines sont, peut-être, de l'ordre du million de victimes.

Ces chiffres sont nécessairement partiels puisque la guerre continue, puisque de nouvelles victimes tombent (quelque 10 000 morts en une bataille de cinq jours à la fin mars 1987), puisqu'il y a de nouvelles destructions.

Les pays conservateurs de Golfe, qui ont déjà beaucoup payé, ne sauraient être financièrement épargnés par l'après-guerre. Il est tout à fait possible que certains pays du CCG, pris de peur, aient financièrement aidé l'Iran autant que l'Irak. Mais c'est bien entendu Bagdad qui a bénéficié des largesses plus ou moins forcées : des dons, des prêts, du pétrole vendu, du transit par les ports du Golfe et d'autres facilités.

Ceux qui ont dû, en partie, financer la guerre devront financer la paix. Les dettes irakiennes ne seront sans doute jamais remboursées à ces pays et il est probable que, si l'Irak devait un jour payer des dommages de guerre, les pays du CCG devraient grandement y contribuer. Mais le poids de l'après-guerre se fera surtout sentir sur le marché pétrolier. Les deux belligérants (surtout l'Irak) chercheront sans doute à élargir leur part du marché. L'Iran (qui a des réserves limitées) sera amené à pousser dans le sens d'une remontée immédiate des prix et les pays du CCG, moins anxieux au vu de leurs réserves autrement substantielles, seront sans doute amenés à suivre. Qu'ils y aient contribué ou non, le départ d'Ahmed Zaki El Yamani du ministère saoudien du Pétrole était un point marqué par les Iraniens contre une stratégie fondée non sur une politique des prix mais sur une reprise d'une part plus large du marché pétrolier lui-même.

En fait, le domaine pétro-financier sera celui où ces pressions contradictoires, régionales et internationales, se feront le mieux sentir. A cela plusieurs raisons, comme le besoin en fonds des deux belligérants pendant la guerre et pour juguler ses effets, comme la lente transformation de l'URSS en pays importateur, ou simplement la présence de 60 % des réserves mondiales prouvées de pétrole autour de ce doigt d'océan appelé Golfe. Si l'on prend l'année 1986 pour base, les Etats-Unis ont encore des réserves de pétrole pour 7,6 années, 16,4 années pour la mer du Nord et 34,6 en moyenne mondiale. Or, les EAU peuvent encore répéter sur 73 années leur production de 1986, l'Arabie Saoudite 138 années et 245 années pour Koweït. On ne saurait donc s'étonner de voir les études les plus récentes faites à Washington également conclure que les Etats-Unis devront d'ici à cinq ans importer 40 à 50 % de leur consommation en pétrole, que l'URSS achètera bientôt du pétrole aux pays du CCG et que les prix, enfin, devront remonter.

C'est pourquoi les pays du CCG se savent amenés à un avenir où les grandes puissances, également de grands consommateurs de pétrole, devront jouer un rôle plus actif dans leur région. L'URSS, longtemps

présentée comme la menace principale, est souvent perçue aujourd'hui comme un allié potentiel contre les débordements iraniens. Les Etats-Unis sont l'allié naturel mais les pays du CCG ne sauraient oublier l'engagement américain aux côtés d'Israël ni la nature du lien irano-américain. Car l'Iran, pour de nombreux dirigeants du Golfe, ne pourra que redevenir pro-occidental à court ou à moyen terme, au vu de sa position géostratégique toute particulière.

C'est pourquoi le scandale de l'« Iran-contras » a réveillé de vieux souvenirs de complaisance américaine face à l'expansionnisme iranien, impérial hier, khomeiniste aujourd'hui. La presse du Golfe a même suggéré la possibilité d'un condominium irano-israélien avec la bénédiction de Washington. Cela est de nature à émousser l'orientation pro-occidentale de ces pays et à y réveiller un certain nationalisme arabe non aligné et indépendantiste. Les six pays du CCG ne sont pas également prêts à s'engager dans cette voie et des tiraillements quelque peu contradictoires se font déjà sentir. Le CCG est une construction logique et acceptée. Mais la guerre de Chatt el-Arab, qui avait indirectement favorisé sa naissance, pourrait maintenant conduire à sa paralysie. Sans renier le Conseil, de nombreux citoyens du Golfe recommencent à penser que leur retour déterminé dans la grande famille arabe est leur meilleure garantie contre les aléas énormes de l'après-guerre. La politique koweïtienne des derniers mois n'est qu'un écho de ce nouvel état d'esprit, auquel d'autres pays du CCG ne participent pas encore.